

## **Table ronde n°5 : Comment déterminer les priorités d'action pour la mise en œuvre des SDGs?**

### **Citation de l'Agenda 2030 relative à la thématique :**

5. This is an Agenda of unprecedented scope and significance. It is accepted by all countries and is **applicable to all, taking into account different national realities, capacities and levels of development and respecting national policies and priorities**. These are universal goals and targets which involve the entire world, developed and developing countries alike. They are integrated and indivisible and balance the three dimensions of sustainable development.

61. The Agenda's Goals and targets deal with the means required to realize our collective ambitions. The means of implementation targets under each Sustainable Development Goal and Goal 17, which are referred to above, are key to realizing our Agenda and are of equal importance with the other Goals and targets. **We shall accord them equal priority in our implementation efforts and in the global indicator framework for monitoring our progress.**

63. Cohesive nationally owned **sustainable development strategies, supported by integrated national financing frameworks, will be at the heart of our efforts. We reiterate that each country has primary responsibility for its own economic and social development** and that the role of national policies and development strategies cannot be overemphasized.[...]

66. We underscore that, for all countries, **public policies and the mobilization and effective use of domestic resources, underscored by the principle of national ownership, are central** to our common pursuit of sustainable development, including achieving the Sustainable Development Goals.[...]

78. We encourage all Member States to **develop as soon as practicable ambitious national responses to the overall implementation of this Agenda**. These can support the transition to the Sustainable Development Goals and build on existing planning instruments, such as national development and sustainable development strategies, as appropriate.”

79. We also encourage Member States to conduct regular and inclusive reviews of progress at the national and subnational levels which are country-led and country-driven. Such reviews should draw on contributions from indigenous peoples, civil society, the private sector and other stakeholders, in line with national circumstances, policies and priorities. National parliaments as well as other institutions can also support these processes.

### **Contexte belge :**

Le Programme DD 2030 est universel et doit donc être traduit dans le contexte de chaque pays par des objectifs spécifiques. Etant donné l'ampleur des chantiers et l'échéance à 2030, des priorités doivent être établies afin d'orienter l'action de tous les acteurs et allouer les ressources nécessaires. Quel processus mettre en place pour définir ces priorités ? Comment définir des enjeux prioritaires pour la Belgique ?

Le Programme DD 2030 compte notamment 17 objectifs et 169 sous-objectifs qui lèvent le voile sur la mission qui nous attend à l'horizon 2030. L'introduction de la Déclaration l'énonce d'emblée : il faut tenir compte des priorités nationales des États lors de l'implémentation. Cette table ronde pose dès lors la question suivante : « Comment fixer les priorités pour la mise en œuvre des ODD ? ». Il importe à cet égard de garder à l'esprit que si des actions prioritaires peuvent se présenter, il ne peut être question d'objectifs prioritaires puisque les objectifs intégrés de développement durable sont tous interconnectés.

Les priorités d'un pays peuvent être identifiées à l'aide d'une analyse d'écart (gap analysis). Cette méthode permet d'identifier les domaines dans lesquels les besoins sont les plus criants et sur lesquels il convient ensuite de concentrer les moyens (limités). Concernant le niveau fédéral, [l'Institut fédéral pour le Développement Durable \(IFDD\) a mené cet exercice](#) (partie *mapping*) tout en bénéficiant de l'expertise des

bureaux d'étude ICEDD asbl (Institut de Conseil et d'Etudes en Développement Durable) et IDO vzw (Instituut voor Duurzame Ontwikkeling). Ont plus précisément été évaluées les différences entre d'une part les engagements et les projets des autorités fédérales (ministres, secrétaires d'Etat et services publics fédéraux) qui sont jugés pertinents en matière de développement durable et d'autre part la situation souhaitée en 2030 telle que décrite dans les ODD. Sur la base des écarts constatés entre les engagements pris et les trajectoires des indicateurs, il convient de lister les cibles pour lesquels des efforts complémentaires devraient être consentis.

Dans d'autres pays comme la [Suède](#)<sup>1</sup> ou la [Finlande](#)<sup>2</sup>, des exercices similaires ont été menés. Cependant, il existe autant de publications différentes sur la scène internationale. C'est ainsi que le *Sustainable Development Solutions Network* (SDSN) et la *Bertelsmann Stiftung* sous la direction de l'économiste Jeffrey Sachs ont établi un classement de 157 pays, baptisé le [SDG Index](#)<sup>3</sup>. La Belgique occupe la 12<sup>e</sup> position de ce classement avec un score de 80. Si notre pays réalise des performances équivalentes à des pays comme les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Islande, le Royaume-Uni et le Canada, il est à la traîne par rapport aux pays scandinaves (Suède, Danemark et Finlande) qui, cette année encore, occupent le podium de tête. Les résultats de cette étude font apparaître que la Belgique obtient des scores moyens, voire bons, pour tous les ODD à l'exception des objectifs 12 à 15 qui sont liés aux problématiques environnementales. Le [rapport de l'OCDE 'Measuring distance to the SDG targets'](#)<sup>4</sup> confirme ces mauvaises prestations pour le SDG 12 et la plupart des objectifs liés à l'environnement. Concernant les autres ODD, nous sommes à nouveau au même niveau que d'autres pays de l'OCDE et présentons même des résultats prometteurs pour l'ODD 5 relatif à l'égalité des sexes, l'ODD 17 sur les partenariats et les ODD qui relèvent du domaine de la prospérité. Néanmoins, des études différentes peuvent conduire à des résultats différents en fonction des méthodologies utilisées. C'est ainsi que les indicateurs choisis pour les ODD 10 & 17 dans le rapport précité consacré au *SDG Index* ne correspondent par exemple à aucun des indicateurs de la série globale (*SDG indicator framework*) du [département de statistiques des Nations Unies \(UNSTAT\)](#). Nous pouvons donc en conclure qu'une analyse d'écart spécifique et nationale n'a rien de superflu.

### **Questions abordées :**

- Comment établir des priorités ? En fonction des gap analysis, en fonction d'une analyse avec les stakeholders ? en fonction des rapports internationaux ? En fonction de l'évolution des indicateurs ?
- Comment établir une cohérence entre les exercices réalisés à différents niveaux de pouvoir ?
- Comment permettre à chaque organisation d'établir elle-même ses propres priorités ?
- Comment fixer des priorités tout en garantissant l'ambition du Programme (transformatif et intégré) ?
- ...

---

<sup>1</sup> <https://www.sei-international.org/publications?pid=2817>)

<sup>2</sup> [http://www.syke.fi/en-US/Research\\_Development/Research\\_and\\_development\\_projects/Projects/Key\\_questions\\_of\\_sustainable\\_development\\_and\\_action\\_plan\\_2030](http://www.syke.fi/en-US/Research_Development/Research_and_development_projects/Projects/Key_questions_of_sustainable_development_and_action_plan_2030)

<sup>3</sup> <http://www.sdgindex.org/>

<sup>4</sup> <http://www.oecd.org/std/measuring-distance-to-the-sdgs-targets.htm>